

## **COMPTE RENDU ANALYTIQUE**

### **CONSEIL MUNICIPAL DU 21 NOVEMBRE 2019**

**Etaient présents :** Mme Edwige LUCBERNET, Mme Fabienne FEDOU, M. Olivier GOUDICHAUD, Mme Isabelle FORET-POUGNET, M. Patrice VIVANT, Mme Amélie COHEN LANGLAIS, M. Aurélien DESBATS, M. Cédric DUBOST, Mme Fabienne CABRERA, Mme Cathy CAMI, M. Philippe MARTIN, M. Marc CHAUVET, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Benoît D'ANCONA, M. Pascal LABADIE, Mme Isabelle TEURLAY-NICOT, Mme Christelle LAHAYE, Mme Zouina HAMMI-OUAHIOUNE, M. Eric BENAYOUN, M. Mamadou NIANG, Mme Christine TEXIER, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Thierry BEER DEMANDER, Mme Françoise MATHA-STEPANI.

**S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :**

M. Franck JOANDET à M. Marc CHAUVET,  
M. Jean-Etienne SURLEVE-BAZEILLE à Mme Isabelle TEURLAY-NICOT,  
Mme Myriam MONTAGUT-LOBOIT à Mme Fabienne FEDOU,  
M. Guénolé JAN à Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI,  
Mme Sandra JENSEN à M. Cédric DUBOST,  
M. Kewar CHEBANT à Mme Isabelle FORET-POUGNET,  
Mme Hilel BATIKHY à Mme Fabienne CABRERA,  
Mme Nathalie LE GUEN à M. Thierry BEER DEMANDER.

**Absents :**

M. Bruno PALUTEAU, Mme Isabelle BOUDINEAU.

**Secrétaire de la séance :** M. Philippe MARTIN

**1. REHABILITATION DU BT 07- CHAPITO - DEMANDE DE SUBVENTION AU FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FEDER)**

Le conseil sollicite l'octroi du cofinancement au titre du fond FEDER d'un montant de 540 000 € représentant 48.18 % du coût total de l'opération d'investissement et autorise M. le maire à signer tout document afférent à ce cofinancement.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 31 VOIX POUR – 1 ABSTENTION – 1 NE PARTICIPE PAS**

**2. CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'ESPACE DE RESTAURATION ET ANIMATION CULTURELLE DE L'EQUIPEMENT CHAPITÔ**

Il est décidé d'approuver la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans l'équipement « Chapitô » avec l'association RestÔ&Cie.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS**

**3. MUSEE DE LA CREATION FRANCHE - SOLLICITATION DE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES NOUVELLE AQUITAINE POUR UNE SUBVENTION DE VINGT-MILLE EUROS (20.000€)**

Riche d'un peu plus de dix-huit mille œuvres, c'est l'une des collections d'art brut et d'art apparentés les plus importantes en Europe. Elle fait référence dans le milieu de l'Art Brut et fait du musée l'un des lieux les plus en vue, tant à l'échelle métropolitaine -au fondement de sa reconnaissance comme équipement

culturel d'intérêt métropolitain- qu'à l'échelle nationale et internationale. A ce jour, le musée de la Création Franche, lieu pionnier de l'Art Brut et des arts apparentés, est le seul musée public dédié existant en France. Il contribue en cela à la notoriété de Bègles, et place notre ville sur la carte comme étape obligée pour tout amateur d'art.

Le conseil décide de solliciter une subvention de 20 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Nouvelle Aquitaine pour contribuer à finaliser l'inventaire de la collection Franche.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 32 VOIX POUR – 1 NE PARTICIPE PAS**

**4. LANCEMENT DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL « LE RESEAU DE LA REHABILITATION DE BORDEAUX METROPOLE » 2019-2024**

Le conseil décide de :

- valider les objectifs énoncés, à savoir la réhabilitation de 34 logements de propriétaires occupants et 6 logements de propriétaires bailleurs sur la période 2019-2024,
- réserver une enveloppe communale à cet effet, fixée à 140 000 € sur la durée du dispositif,
- sanctuariser cette enveloppe jusqu'à 5 années après la dernière validation de la CLAH pour la levée des fonds, car le paiement des autorisations d'engagements communaux pourra s'effectuer jusqu'à 5 ans en suite de la fin du programme animé, comme le prévoit la réglementation Anah.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR**

**5. CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2019-2020 AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT / VILLE DE BEGLES - ADHESION ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION**

Le conseil autorise Monsieur le Maire à signer la convention annuelle d'objectifs 2019/2020 et prononce l'adhésion de la Ville de Bègles à l'ALEC pour un montant TTC de 1900 € et décide de verser une subvention de 2 200 € dans le cadre du programme d'actions.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 29 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS – M. LE MAIRE NE PARTICIPE PAS**

**6. DEMOUSTICATION**

A compter du 1er janvier 2020, les services compétents de l'Etablissement Interdépartemental pour la Démoustication du Littoral Atlantique cesseront leurs activités. Bordeaux Métropole dispose dorénavant des compétences internes propres à l'exécution de ces missions dont peut bénéficier la Ville à travers une convention.

Le conseil approuve les termes de la convention de mise à disposition partielle de service descendante entre Bordeaux métropole et la commune de Bègles.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR**

**7. OUVERTURES DOMINICALES DEROGATOIRES 2020**

Sous réserve de l'avis conforme du Conseil Métropolitain, M. le maire est autorisé à prendre l'arrêté municipal fixant à 7 ouvertures dominicales dérogatoires pour l'année 2020 pour les commerces de détails et services toutes branches commerciales confondues suivant le calendrier ci-après :

- Dimanche 12 janvier 2020
- Dimanche 28 juin 2020
- Dimanche 29 novembre 2020
- Dimanches 6 décembre 2020
- Dimanches 13 décembre 2020
- Dimanches 20 décembre 2020
- Dimanches 27 décembre 2020

Et à 5 ouvertures dominicales dérogatoires pour l'année 2020 pour les commerces d'activité automobile :

- Dimanche 19 janvier 2020
- Dimanche 15 mars 2020
- Dimanche 14 juin 2020
- Dimanche 13 septembre 2020
- Dimanche 11 octobre 2020

- **ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS**

## **8. MODIFICATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS**

Après avis favorable du Comité Technique pour augmenter le nombre de jours de congés annuels pouvant être épargnés dans l'année.

Le conseil décide de porter à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019 à :

- 10 jours maximum (8 jours de congés + 2 jours hors période le cas échéant) le nombre de congés pouvant être épargné librement au cours de l'année civile

Et

- 28 jours maximum si l'agent n'a pas été en mesure de prendre ses congés, pour cause de maladie, accident du travail ou congé de maternité.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS**

## **9. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS**

Vu l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire et afin de compléter le tableau d'avancement au grade d'Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe. Le conseil décide de créer trois emplois d'Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe au titre de l'année 2019.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS**

## **10. SIGNATURE D'UN AVENANT AVEC LA SOCIETE IDEX ENERGIES**

Il convient aujourd'hui d'apporter des modifications à ce marché, par voie d'avenant, en raison de la nécessité de modifier le périmètre des installations frigorifiques, rajout de sites, ainsi que la modification des cibles pour le calcul de l'intéressement.

M. le maire est autorisé à prendre toutes décisions relatives à l'exécution de ce marché et de signer l'avenant N°6.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR**

## **11. DEMANDE D'ADMISSION EN NON-VALEUR DE PRODUITS IRRECOURABLES – CREANCES ETEINTES**

La proposition d'extinction de créances concerne trois redevables sur les exercices comptables 2014, 2015, 2016, 2017, 2018. Il est décidé d'admettre en non-valeur pour créances éteintes la somme de 851.14 €.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 ABSTENTION**

## **12. DECISION MODIFICATIVE N°3**

Divers ajustements sont décidés en cette période de l'exercice.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 1 ABSTENTION – 2 NE PARTICIPENT PAS**

## **13. CONCESSIONS POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE – TRANSFERT DE PROPRIETE DES BIENS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA VILLE DE BEGLES – DECISION – AUTORISATION**

M. le maire est autorisé à signer les procès-verbaux visant au transfert des biens de retour de la concession de distribution publique d'électricité et de gaz avec Bordeaux métropole.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR**

## **MOTION – CONCERTATION BOULEVARDS**

Le Conseil municipal,

Souhaite donner son avis au sujet de la réflexion métropolitaine sur le devenir des barrières et boulevards, qui a débuté ce 13 novembre 2019 pour un an, afin que soit développé un projet innovant de bouclage complet circulaire, incluant les deux rives de la Garonne, de boulevards intégrés dans l'environnement urbain.

La construction des boulevards et des barrières a marqué la relation entre la ville centre et sa périphérie. Historiquement lieux d'échanges, les barrières ont évolué en accompagnant le développement du caractère routier des boulevards. Aujourd'hui saturés, ces derniers n'assurent plus leur fonction initiale et ne sont plus en phase avec les besoins des riverains et des usagers, notamment sur la mise en œuvre d'une politique modale alternative.

Les projets urbains en cours de réflexion (l'Opération d'Intérêt National Bordeaux Euratlantique) ou encore de réalisation (le pont Simone Veil) interrogent naturellement le devenir des boulevards tant dans leur morphologie que dans le rôle qui leur été alloué en vue de l'émergence d'une ville résiliente.

L'effet de rupture est d'ailleurs manifeste au droit de la commune puisque le boulevard concentre des axes routiers importants, un urbanisme peu qualitatif et hétérogène et des espaces publics peu accueillants.

Pour la Ville de Bègles, l'objectif de ce projet est multiple.

Il s'agira avant tout de faire des boulevards et de ses barrières de véritables lieux de vie, agréables, des espaces urbains intégrés dans le cœur de l'agglomération bordelaise, que l'on ne fait pas que traverser.

Dans cette continuité, il faudra développer la mixité fonctionnelle sur les boulevards, ses barrières et dans les quartiers alentours (emploi, commerces, logements, lieux de formation, équipements publics rénovés et adaptés à l'augmentation de la population et à son évolution). Sur ce point, une attention forte doit en effet être portée sur la barrière de Bègles, afin de la conforter et la rendre plus accueillante et accessible, cette barrière étant l'une des plus dynamiques de l'agglomération, le rayonnement de ses commerces allant au-delà de la seule commune de Bègles. En outre, compte-tenu du dynamisme du secteur des Terres Neuves, qui n'est plus à prouver, une nouvelle barrière a déjà de fait émergé et pourrait être officiellement créée.

Il devient également urgent de rééquilibrer, enfin, la place dévolue aux différents modes de déplacement, au profit des modes doux et collectifs, en créant une vraie piste cyclable sur les boulevards, sécurisée, continue et réellement accessible depuis les différentes barrières et autres grands axes de circulation, un transport en commun en site propre tout le long des boulevards et des traversées piétonnes sécurisées et facilitées.

L'accès à la Garonne sur l'entrée sud des boulevards ainsi que son franchissement est un enjeu à part entière. Transformation de l'A631 en quai de Bègles urbain agréable et accessible à tous (végétalisation, construction de carrelets, limitation de la vitesse automobile, pistes cyclables, etc.), finalisation de la construction du pont Simone Veil, réalisation d'une piste cyclable en encorbellement sur le pont François Mitterrand et développement du réseau Batcub, sont autant de projets très attendus des Béglaïes et des habitants du sud de l'agglomération.

Il sera en outre question de développer un front bâti plus homogène sur les deux rives du boulevard tant en terme de hauteur (un gabarit maximal R+5, sauf exception éventuelle), que de matérialité et de fonctions. En adéquation avec les objectifs communaux identifiés dans la charte de l'urbanisme, les projets (bâti et non bâti) s'inscriront dans une démarche d'urbanisme positif au profit des riverains et des usagers, à savoir :

- Garantir la qualité d'usage des logements et des espaces collectifs ;
- Développer le mix-énergétique ;
- Promouvoir le développement de la biodiversité et la végétalisation du bâti ;
- Contribuer à la production potagère en ville ;
- Encourager le lien social et l'entraide ;
- Favoriser les mobilités douces ;
- Garantir les continuités urbaines et paysagères ;
- Développer la mixité fonctionnelle (emplois, logements, commerces, services publics).

Face à la gentrification de l'agglomération bordelaise, un effort significatif devra être fait en faveur de la mixité sociale et de l'accessibilité du logement (en généralisant notamment la règle des trois tiers – répartition fixée par notre commune en matière de construction de logements entre le social, l'accession

sociale à la propriété et l'accès libre – sur toute la zone urbaine concernée par la concertation) et du nécessaire partage de l'espace public pour tous les publics et toutes les mobilités.

Il s'agira enfin de profiter de ce projet d'envergure pour rééquilibrer la place dédiée à la nature en créant une véritable trame verte à l'échelle de l'agglomération bordelaise le long des boulevards et des barrières, un réservoir essentiel de biodiversité et un moyen essentiel de lutte contre les îlots de chaleur : exemple de l'ouverture du jardin d'Ars vers Bègles pour créer une continuité verte vers la Garonne qui traverse la ville et ses quartiers nord-est, incluant notamment le Jardin L'Ephémère.

L'enjeu d'une réflexion globale est donc essentiel pour la Ville qui, depuis plus de 15 ans et à l'instar des Terres Neuves, contribue à créer une urbanité dynamique et mixte, tant socialement qu'au niveau des usages.

En matière d'emploi et formation, Bègles accueille sur son territoire un pôle d'économie créative et de formation professionnelle à Terres Neuves avec notamment la Cité Numérique, lieu totem du numérique métropolitain et régional, 3iS, TSF et l'école d'infirmiers de la Croix Rouge, en complémentarité du BT Emploi, lieu abritant de nombreuses structures œuvrant dans le secteur de l'insertion par l'emploi et la formation.

Bègles compte également de nombreux commerces de proximité (avec deux pôles plus étoffés que sont la barrière de Bègles et Terres Neuves), ainsi que trois écoles (Paul Langevin, Marcel Sembat et Saint-Maurice) et des structures petites enfances (trois multi-accueils et un certain nombre de Maisons d'Assistants Maternels). Au moins une nouvelle école et une crèche seront créées dans le secteur nord-est de la commune.

La ville offre en outre de nombreuses structures dédiées à la vie associative, sportive et culturelle, des infrastructures publiques ou parfois privées très utilisées par les associations comme par l'ensemble des Béglois (la salle Saint-Maurice, le gymnase Duhourquet, Chapitô, le city-stade des Terres Neuves, le complexe Langevin, le BT, bientôt Chapitô), qui seront à rénover ou à étoffer avec l'essor du secteur géographique.

Aujourd'hui, la Ville de Bègles souhaite logiquement s'ouvrir encore davantage sur Bordeaux et la rive droite en contribuant à l'effacement des frontières que sont les boulevards et la Garonne.

**Par conséquent,**

**Le Conseil Municipal,**

- **Remercie le Président de Bordeaux Métropole de se saisir de ce sujet ;**
- **Souhaite que soient pris en compte dans le futur projet les enjeux d'évolution des modes de déplacements vers une plus grande importance donnée aux mobilités alternatives, de franchissement des boulevards et de leur intégration dans la ville, de reconquête de l'accès au fleuve et de son franchissement, de réaménagement des barrières et des boulevards en véritables lieux de vie comprenant emplois, commerces, services publics et toute structure de vie locale et, enfin, les grands enjeux de notre siècle que sont les enjeux climatiques et de biodiversité, de mixité sociale et de vivre ensemble.**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR**

## **MOTION EN FAVEUR DE L'ORGANISATION D'UN REFERENDUM D'INITIATIVE PARTAGEE PORTANT SUR LE PROJET DE PRIVATISATION D'AÉROPORTS DE PARIS**

Considérant la procédure de référendum d'initiative partagée enclenchée le 10 avril 2019 par 248 parlementaires, pour s'opposer à la privatisation d'Aéroports de Paris et maintenir son statut de service public ;

Considérant que cette procédure a été validée le 9 mai par le Conseil constitutionnel, décision publiée au Journal Officiel le 15 mai 2019 ;

Considérant que, selon l'article 4 de la loi organique de 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution, qui décrit les dispositions relatives à l'organisation des référendums d'initiative partagée, "L'ouverture de la période de recueil des soutiens intervient dans le mois suivant la publication de la décision par laquelle le Conseil constitutionnel déclare que la proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution satisfait aux dispositions de l'article 45-2 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, à une date fixée par décret" ;

Considérant qu'ainsi, le recueil des soutiens devra être ouvert au plus tard le 15 juin prochain, pour une durée de neuf mois, et que le référendum aura lieu si 10% du corps électoral le soutien, soit 4,7 millions de personnes ;

Considérant que c'est au Ministère de l'Intérieur d'organiser le recueil des soutiens ;

Considérant que le recueil des soutiens est organisé sous forme électronique, depuis le site du Ministère de l'Intérieur ;

Considérant que, pour que la signature soit rendue possible pour toutes et tous, la loi organique de 2013 prévoit :

- que des points d'accès à internet sont mis à dispositions « au moins dans la commune la plus peuplée de chaque canton »,
- que tout électeur peut « à sa demande, faire enregistrer électroniquement par un agent de la commune ou du consulat son soutien présenté sur papier » ;

Considérant l'attachement de la Ville de Bègles à garantir à toutes et tous l'exercice de la citoyenneté, et à favoriser le débat démocratique ;

**Par conséquent,**

**Le Conseil Municipal,**

- **Installera des points de recueil physique des votes ;**
- **Informera, par voie de communication municipale, les citoyennes de la procédure mise en place et de la localisation des points de vote.**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 33 VOIX POUR**